

PLAN DE GESTION PLURIANNUEL DES OPERATIONS DE DRAGAGE DU CANAL DU RHONE AU RHIN (PGPOD)

**Demande d'autorisation environnementale de la part de Voies Navigables de
France**

Note technique - mai 2022

Objet de la note technique et résumé

Le présent document concerne la demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction, déposée par Voies Navigables de France pour un Plan de Gestion Pluriannuel des Opérations de Dragage du Canal du Rhône au Rhin.

Le territoire concerné est le Canal du Rhône au Rhin (CRR) de Saint-Symphorien-sur-Saône (71) à Allenjoie (25), qui n'a pas fait l'objet d'opération « conséquente » de dragage depuis 20 ans.

Les principaux enjeux de la démarche, pour Voies Navigables de France, sont les suivants :

- L'entretien du réseau pour permettre la navigation (tourisme, plaisance, commerce) ;
- L'abaissement progressif de certains biefs en dérivation, dans le but de réduire la consommation d'eau prélevée à la rivière, d'avoir une gestion hydraulique plus responsable et de diminuer la sur sollicitation des berges et ouvrages ;
- L'entretien amont/aval des ouvrages pour permettre leur fonctionnement, et notamment les ouvrages de garde et ceux assurant un rôle de sécurité des ouvrages hydrauliques.

La demande d'autorisation concerne un plan global sur 10 ans, avec des opérations prioritaires définies sur les premières années. Chaque opération ferait ensuite l'objet d'une fiche d'incidence, qui devrait être validée par la Police de l'eau.

Les pièces du dossier sont les suivantes :

- Pièce 1) Introduction
- Pièce 2) Nom, adresse et SIRET du demandeur ;
- Pièce 3) Résumé Non Technique (RNT) ;
- Pièce 4) Présentation du programme d'entretien et justification ;
- Pièce 5) Etude d'impact sur l'environnement ;
- Pièce 6) Moyens de surveillance et d'intervention ;
- Pièce 7) Atlas cartographique.

Remarque préalable

En tant que coordonnateur des démarches de bassin versant (SAGE Allan, Contrat de rivière Vallée du Doubs) et qu'animateur des sites Natura 2000 (Moyenne et Basse Vallée du Doubs) impactés, il serait souhaitable que les services de l'EPTB Saône & Doubs (mais également ceux d'autres structures partenaires) soient associés à ce type de projets le plus en amont possible. Cela permettrait de mettre à profit l'expertise technique des services pour identifier les enjeux et points sensibles, et établir des propositions concertées et constructives.

L'un des principaux sous-bassins concernés par le PGPOD établi par VNF sur le CRR est le sous-bassin du Doubs moyen, qui fait partie du périmètre du Contrat de rivière Vallée du Doubs & territoires associés. Les remarques énoncées ci-dessous concernent ainsi principalement ce sous-bassin, et sont transmises par l'EPTB à la DDT au titre de la coordination du Contrat de rivière Vallée du Doubs.

Même si ce n'est pas une obligation dans le cadre de la procédure d'instruction de l'autorisation environnementale, une information préalable de la part de VNF et des services instructeurs aurait permis un partage et des échanges en Comité technique / Comité de rivière Vallée du Doubs, autour d'un dossier non sans impacts sur un vaste territoire.

Remarques sur le dossier

Programme d'entretien et justification

Les enjeux présentés comme justifiant de la nécessité de réaliser des opérations de dragage sont liés :

- A la navigation
- Au tourisme
- A la gestion hydraulique
- A la sécurité des ouvrages hydrauliques

L'approche pragmatique choisie par VNF est appréciable : conditionner l'objectif de mouillage recherché à la réalité actuelle du trafic.

Quand est évoqué un programme sur plus de 20 ans, on peut toutefois soulever le peu de prise en compte des évolutions à moyen / long termes de l'utilisation de la voie d'eau (augmentation potentielle de l'utilisation réellement fondée ?) des incidences attendues et déjà parfois observables du changement climatique sur les cours d'eau, et de la nécessité de reproduire ce type d'opérations d'entretien, coûteuses et non sans impacts.

Evaluation environnementale - état initial

Remarques de « détail » ou de « forme » :

- *Figure 7 (p19) : la carte présentée n'est pas claire (il serait pertinent de faire apparaître la limite du BV du Doubs, et non celle de l'Ognon, hors-sujet).*
- *Régime hydrologique (p 21) : il est évoqué que la connaissance du régime hydrologique du Doubs est importante ; or seule la station hydrométrique de Besançon est prise en compte dans l'analyse. Les débits du Doubs, entre Voujeaucourt et Dole, présentent de grandes disparités.*

- *Transport sédimentaire (p 22 et suivante) : aucune distinction entre les différents secteurs du Doubs et les différences de dynamiques importantes entre Doubs moyen canalisé et basse Vallée avec dynamique alluviale plus importante. Sont évoqués les résultats de l'étude de BCEOM sur le Doubs moyen entre Voujeaucourt et Dole, puis sans transition les surfaces érodées depuis 1985 sur la basse vallée du Doubs (figure 10) avec une hypothèse de reprise d'un transport solide « normal » peu fondée (qui plus est sur un secteur qui ne concerne d'ailleurs pas le dossier).*
- *Qualité de l'eau (p 28) : pourquoi n'avoir pas utilisé de données plus récentes que 2016 ?*
- *Qualité de l'eau (p31) : au-delà de la qualité physico-chimique de l'eau, est cité très rapidement l'état écologique « médiocre ». Il aurait été opportun de mentionner les paramètres déclassant l'état écologique.*
- *Ouvrages hydrauliques (p 57) : les 77 ouvrages mentionnés concernent le Doubs moyen mais également le Doubs médian. La donnée des 11 ouvrages franchissable mériterait une actualisation. Une carte serait pertinente.*
- *Arrêté Préfectoral de protection de Biotope (p61) : il manque la référence à l'APPB pris en 2021 sur la basse vallée du Doubs Jurassienne « Iles et grèves du Doubs entre Asnans-Beauvoisin et Choisey »*
 → https://www.bourgogne-franche-comte.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/39_appb_greves_doubs_cle794123.pdf
- *Zones humides (p 65) : sont citées les zones humides du SRCE. Cela intègre t'il toutes les données issues des différents inventaires existants (ne faudrait-il pas utiliser directement les données issues de la base SIGOGNE ?)*
- *Inventaire piscicoles (p 65) : il serait pertinent de faire apparaître les résultats des études piscicoles disponibles, « Evaluation de l'état de conservation des peuplements piscicoles du Doubs moyen en 2015 », réalisée par la FDPPMA 25 et le bureau Teleos dans le cadre du Contrat de rivière Vallée du Doubs et « Potentiels piscicoles, ressources halieutiques et qualité du Doubs entre Fraisans et Dole » (FDPPMA 39, 2013 et 2015).*
- *Inventaires piscicoles (p 67) : la phrase « Les opérations de réhabilitation engagées depuis quelques temps semblent favoriser la reconstitution des peuplements piscicoles en accord avec les caractéristiques typologiques et la structure naturelle de la rivière » est difficilement entendable sur le Doubs moyen. Les peuplements piscicoles sont complètement déstructurés, et les opérations de réhabilitation n'en sont qu'à des prémices (seuls quelques projets ont vu le jour pour le moment). Il est par ailleurs évoqué que « les dérivations du CRR ne constituent pas des lieux de frayères », ce ne sont peut-être pas des frayères mais certaines dérivations présentent beaucoup de poissons (secteur du Jura notamment). Enfin, les données disponibles indiquent que le toxostome en grosse régression depuis 1960.*
- *PPRI (p 73) : erreur dans les références du PPRI Doubs Moyen (évoque Annoire alors que cela dépend du PPRI Basse vallée du Doubs) 2 PPRI distincts dans le Jura qui couvrent 27 communes pour la moyenne vallée et 12 communes en basse vallée.*
- *Espèces invasives (p 124) la Jussie est présente sur la Saône. Il est indispensable que toutes les mesures soient prises pour empêcher l'arrivée de la plante via le canal à St Symphorien. Une vigilance devra être impérativement faite sur la propreté des engins arrivant sur les chantiers.*

- *Impacts sur les habitats (p 133) : Il est surprenant de lire que « les risques associés à une destruction d'habitat apparaissent globalement nuls, dans la mesure où les opérations de dragage restent cantonnées à la voix d'eau » or il existe de nombreux herbiers aquatiques immergés ou flottants qui se développent dans ces milieux (cf carto des habitats Natura 2000 Basse vallée du Doubs de Latitude Environnement (2017).*
- *Impact sur les espèces (p 134) : le Castor n'est pas mentionné dans les espèces potentiellement impactées par les travaux. Or l'espèce est présente sur tous le linéaire et utilise localement les canaux (cas de Brevans). Un repérage des terriers est indispensable avant toute opération de dragage et tout dépôt.*

Remarques plus globales :

- *Il est réellement dommage que l'état initial n'évoque pas les enjeux liés à la qualité physique du Doubs moyen :*
 - *L'étude déjà citée « Evaluation de l'état de conservation des peuplements piscicoles du Doubs moyen dans le 25 en 2015 fait clairement apparaître que les zones navigables sont peu poissonneuses, notamment du fait des modifications du lit du Doubs apportées pour la construction et le fonctionnement du CRR, et la nécessité de ne pas accentuer l'homogénéisation des habitats piscicoles déjà omniprésente.*
 - *Une seconde étude a été réalisée toujours par la FDPPMA 25 et le bureau d'études Teleos, dans le cadre du Contrat de rivière : « Etude de la qualité physique du Doubs moyen à l'échelle du tronçon ». Cette étude a notamment permis de caractériser la qualité physique de l'ensemble du Doubs moyen, selon la méthode des tronçons, et d'identifier des perspectives de restauration. Le rendu n'est pas finalisé, mais la cartographie des classes de qualité physique du Doubs moyen est disponible.*
 - *Dans le département du Jura, l'étude « Potentiels piscicoles, ressources halieutiques et qualité du Doubs entre Fraisans et Dole » de 2013 met également en évidence le lien entre mauvais état des peuplements piscicoles et altérations physiques (caractérisation de la qualité physique établie également via la méthode tronçon). Seuls les tronçons court-circuités par la navigation présentent une qualité physique supérieure aux tronçons de rivière navigués (habitats hétérogènes et peu attractifs).*

Evaluation environnementale - Programme pluriannuel d'intervention

Remarques de « détail » ou de « forme » :

- *Stratégie de gestion des sédiments proposés (p 90 et suivantes) : les différentes techniques de transports et les différentes possibilités de gestion des sédiments sont listées. La priorité donnée à la réintroduction dans le milieu naturel est bien évoquée (et pertinente sous certaines réserves). La phrase page 97 « Si les conditions hydrodynamiques et écologiques le permettent, entre 64 % et 87 % des sédiments du canal sont restituables au milieu aquatique (remise en suspension ou immersion) ». A quoi correspondent exactement ces conditions hydrodynamiques et écologiques ?*
- *Suivi de l'autorisation (p 109) : il est mentionné page 109 que pour chaque opération, une fiche d'incidence devra être validée par la Police de l'eau au moins 3 mois avant le début des*

travaux ; et page suivante, que la fiche d'incidence devra être déposée au moins 2 mois avant le début des travaux (incohérence entre les 2 délais cités).

Remarques plus globales :

- *Devenir des sédiments : il pourrait être opportun que VNF, pour chacune des opérations prévues, étudie en 1^{er} lieu (avant l'immersion en fosse) la faisabilité et l'opportunité d'une mise à disposition ou d'une réutilisation des sédiments dans le cadre de projets de restauration morphologique sur le cours principal du Doubs, menés par les opérateurs GEMAPI ou directement VNF (sous réserve d'une compatibilité avec la qualité physico-chimique / granulométrique des sédiments prélevés et d'une relative proximité géographique entre le site de prélèvement et un site de restauration potentiel).*
- *Suivi de l'autorisation : au-delà du bilan à mi-parcours et de la fiche d'incidence à remplir pour chaque opération et du bilan annuel écrit, il semble indispensable que soit organisée chaque année (comme sur la Saône) une réunion de présentation du programme de l'année à venir, avec les services de l'Etat et des partenaires techniques et opérateurs GEMAPI concernés. Cela permettrait d'anticiper la possibilité éventuelle de minimiser au maximum les impacts écologiques des opérations, les suivis à mettre en place, et la possibilité éventuelle d'une utilisation des matériaux dans un objectif de restauration.*
- *A minima, il semblerait opportun que les acteurs de l'EPTB en charge de l'animation du contrat de rivière Vallée du Doubs et démarches Natura 2000 soient listés dans les acteurs locaux à informer (comme sur la Saône => cf. modèle de fiche d'incidence présenté en annexe 11, page 72).*
- *Pour chaque opération, une attention particulière devra être accordée au suivi en phase chantier. Notamment pour ce qui est des matières en suspension (points de suivis définis de manière cohérente, ajustement en phase chantier si nécessaire...).*
- *Enfin, question de la période d'intervention (Jura 01/09 au 19/03 / Doubs 01/09 au 28/02) pourquoi une différence de traitement ? Par ailleurs, nécessaire de prendre en compte des niveaux d'eau (interdiction d'intervention à partir de certaines températures / état de sécheresse etc...)*

Description des impacts sur l'environnement et mesures prévues

Remarques globales :

- Les impacts semblent sous-estimés, même si un effort d'analyse a été réalisé
 - *Les impacts potentiels en phase chantier sur l'augmentation de la turbidité devront être anticipés. Il est précisé page 117 que « un barrage anti-MES pourra être positionné autour des engins lors d'opération de dragage dans un secteur sensible du CRR, à fort enjeu avéré (zone de frayère ou prise d'eau agricole) ». Cette mesure devrait être systématisée (à minima, dans chaque fiche d'incidence, il semblerait intéressant de demander à VNF de justifier de l'impossibilité d'une mise en place de ce type de dispositif). (Idem sur la faune aquatique, l'argumentaire est basé sur l'évitement par les espèces, mais ça ne peut être considéré comme sûr et certain).*
 - *Au-delà des impacts en phase chantier et des mesures prises pour réduire les risques d'augmentation temporaire de la turbidité de l'eau, ne sont pas évoqués les impacts à plus long termes sur les fonds, même dans les fosses qui constituent des singularités*

sur un tronçon de cours d'eau très aménagé. Les fosses étudiées présentent des fonds caractérisés par une granulométrie variant entre les sédiments sableux, graveleux, pierreux et la dalle rocheuse. Il serait dommageable que les sédiments fins type vases extraits des biefs dragués viennent colmater des substrats diversifiés et un minimum attractif pour la faune aquatique, dans les fosses identifiées mais également les milieux moins profonds environnants. L'impact sur le contexte hydro-sédimentaire ne peut être qualifié de négligeable. On peut notamment citer,

- Les fosses constituent par ailleurs des zones « refuge » où la température est plus fraîche lors des épisodes d'étiage et de canicule.
- Pour ce qui est de la qualité physico-chimique et de la gestion des sédiments : la problématique est bien prise en compte, et les seuils sont réglementaires. On ne peut toutefois pas qualifier l'impact comme faible, indirect et temporaire. En effet, si les seuils sont respectés, il serait intéressant de mettre en perspective pour chaque opération de dragage les teneurs mesurées sur les sédiments à déplacer avec les concentrations au-delà desquelles un effet éco toxicologique ne peut être écarté (PNEC). Des prescriptions particulières pourraient être proposées pour les secteurs aux concentrations les plus élevées (éviter toute restitution).
- Les impacts ne sont pas mis en perspectives avec une situation déjà fortement dégradée de la qualité de l'eau, mais aussi de la qualité physique de la rivière (incision du fait de son aménagement pour la navigation) et de son lit majeur. Le projet est de nature à accentuer la perturbation, et engendrera obligatoirement une destruction des habitats et des impacts négatifs sur une faune aquatique déjà fortement fragilisée. Cela va dans le sens des conclusions de l'étude des peuplements piscicoles du Doubs moyen : au-delà d'une nécessaire restauration de la morphologie à mener en priorité dans les secteurs non navigués, une accentuation de l'homogénéisation des habitats piscicoles déjà importante est à éviter.

Compatibilité du projet avec les outils d'aménagement du territoire

Remarques :

- Dommage que le nouveau SDAGE, désormais en vigueur, ne soit pas évoqué.
- SAGE p 145 : le SAGE Allan est en cours de mise en œuvre et non en cours d'élaboration. Une analyse de la compatibilité avec les objectifs et dispositions du SAGE devrait donc apparaître.
- Il semblerait par ailleurs utile d'évoquer, pour la partie Doubs, le contrat de rivière Vallée du Doubs, qui constitue le cadre du développement de stratégie visant à combiner restauration des fonctionnalités du Doubs (milieux, ressources, qualité), enjeux anthropiques et usages, mais également un cadre d'échange et de suivi des démarches et projets portés par les uns et les autres.
 - Le dossier du PGPOD n'intègre ainsi aucune des données acquises dans le cadre du contrat, que ce soit sur le volet piscicole, la qualité physique et morphologique du cours d'eau, les secteurs à enjeux qui apparaissent encore en relativement bon état de conservation et dont la préservation / restauration est un enjeu majeur.
 - Cela aurait permis à VNF d'identifier des secteurs où il serait dommageable de venir déposer des matériaux juste en amont des tronçons de rivière présentant une qualité physique relativement biogène (Doubs : entre Voujeaucourt et La Prétière, aval de

Baume-les-Dames, Boucle d'Avanne-Aveney notamment + ensemble des secteurs court-circuités ; Jura : 3 fosses entre PK 30 et PK 26 + secteur de Dole, à l'amont de grèves classées en APB).

- *Un lien pourrait également être établi avec les projets potentiels de restauration à venir, afin d'évaluer l'opportunité d'une réutilisation des sédiments (comme évoqué plus haut).*

Atlas cartographique :

- *Carte 2-1 :*
 - *Présence d'une fosse entre le canal et le Doubs à Orchamps (PK35), incohérence ?*
- *Carte 16-1 : faire apparaître l'APB en aval de Dole FR3801056 « Grèves et Iles du Doubs entre Asnans-Beauvoisin et Choisey » ;*